La Lettre de l'Institut d'émission

IEOM
INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE PAPEETE
N°287 – Avril 2016

INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

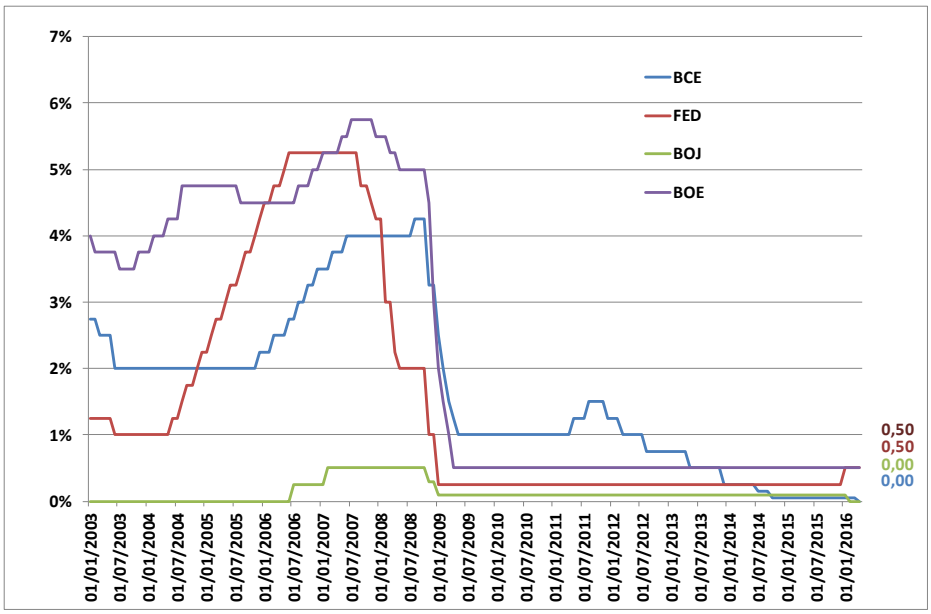
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 avril 2016

À l'issue de la réunion du 21 avril 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Selon nous, les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé, comme décidé le 10 mars 2016, à porter à 80 milliards d'euros, contre 60 milliards d'euros précédemment, nos achats mensuels effectués dans le cadre du programme d'achats d'actifs ». Il a également déclaré « (…) en juin, nous réaliserons la première opération de notre nouvelle série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II) et nous effectuerons nos premiers achats dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur des entreprises (corporate sector purchase programme, CSPP). (…) À la suite de la vaste série de décisions que nous avons prises début mars, les conditions de financement globales se sont améliorées dans la zone euro. Les répercussions des mesures de relance monétaire sur les entreprises et les ménages, notamment à travers le système bancaire, se renforcent. Toutefois, les incertitudes au niveau mondial persistent. Pour la période à venir, il est essentiel de conserver une orientation accommodante appropriée de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire pour soutenir la dynamique de la reprise économique en cours dans la zone euro et accélérer le retour de l'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 %. Le Conseil des gouverneurs continuera de suivre attentivement l'évolution des perspectives en matière de stabilité des prix et agira, le cas échéant, en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat pour atteindre son objectif. Dans le contexte actuel, il est crucial de veiller à ce que l'environnement de très faible inflation ne se traduise pas par des effets de second tour sur les processus de fixation des prix et des salaires ».

Cliquer ici pour télécharger la déclaration

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Chômage en hausse en France

Fin février 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 591 000. Ce nombre augmente de 1,1 % sur un mois (soit +38 400 personnes), de 0,6 % sur trois mois (+21 400 personnes) et de 2,5 % sur un an. En février 2016, ce nombre augmente de 0,5 % pour les moins de 25 ans (–0,7 % sur trois mois et –4,5 % sur un an), de 1,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,6 % sur trois mois et +2,1 % sur un an) et de 0,9 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+1,5 % sur trois mois et +8,1 % sur un an).

Baisse du chômage en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en février 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en janvier 2016 et à celui de 11,2 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en février 2016, stable par rapport à janvier 2016 et en baisse par rapport au taux de 9,7 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en février 2016, 21,651 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,634 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 59 000 dans l'UE28 et de 39 000 dans la zone euro. Comparé à février 2015, le chômage a baissé de 1,971 million de personnes dans l'UE28 et de 1,303 million dans la zone euro.

Inflation

Augmentation de l'IPC en France

En mars 2016, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,7 % après +0,3 % en février. Corrigé des variations saisonnières, il augmente de 0,1 % après un recul de 0,2 % les deux mois précédents. Sur un an, l'IPC recule de 0,1 %, après -0,2 % en février.

Légère hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en mars 2016, en hausse par rapport au mois de février où il était de -0,2 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,3 %, comparé à 0,9 % en février), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,7 %, comparé à 0,6 % en février), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, comparé à 0,7 % en février) et de l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,1 % en février).

Banque de France

Rue de la Banque N° 22 - avril 2016 : Contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la croissance

La contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la croissance s'essouffle depuis le début de la décennie 2000 dans les pays industrialisés. La zone euro en a jusqu'ici moins bénéficié que les États-Unis. Des politiques appropriées permettraient à la zone euro de combler son retard. Ce Rue de la Banque compare les évolutions de la contribution des TIC à la croissance aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni sur la période 1970-2013. Après une longue période de croissance continue, la diffusion des TIC comme facteur de production s'est stabilisée au début des années 2000, à des niveaux largement supérieurs aux États-Unis que dans la zone euro, le Royaume-Uni connaissant une position intermédiaire.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-22-contribution-technologies-information-communication-croissance.pdf

OCDE

Atténuation du changement climatique - Politiques publiques et progrès réalisés

Ce rapport présente les tendances et les progrès réalisés en matière de politiques d'atténuation du changement climatique dans les 34 pays membres de l'OCDE, dans 10 économies partenaires, ainsi qu'au sein de l'Union européenne.

http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/attenuation-du-changement-climatique_9789264241718-fr

Chine

État de la dette chinoise

Au total, la dette publique et privée atteint aujourd'hui 236 % du PIB chinois. Elle a été multipliée par quatre en sept ans. Un rythme difficilement soutenable au vu du ralentissement de la croissance. Pour alléger la charge financière des entreprises chinoises, ainsi que le bilan de leurs créanciers, Pékin prévoit d'autoriser les banques à échanger de la dette contre du capital.

2 – Brèves économiques locales

Finances publiques : adhésion de la Polynésie française au capital de l'Agence France Locale

Le Pays a signé un protocole d'adhésion au capital de l'Agence France Locale (AFL), banque spécialisée dans la levée de financements sur les marchés obligataires accordant des prêts à taux modéré aux collectivités locales françaises partenaires ayant souscrit à son capital. Le Pays prévoit d'entrer dans l'actionnariat de l'AFL à hauteur de 720 millions de F CFP, soit près de 5 % du capital de la banque. Un premier emprunt de 2 milliards de F CFP pourrait être sollicité auprès de l'AFL par le Pays dès 2017.

Pêche : élaboration du schéma directeur de la pêche hauturière en Polynésie française

Le Pays a sollicité l'appui technique et financier de l'Agence française de Développement (AFD) pour l'élaboration d'un nouveau schéma directeur du développement de la pêche hauturière. Les acteurs de la filière pêche seront consultés au cours de la réalisation de cette étude, qui sera financée pour 50 % par l'AFD et pour 50 % par le Pays. Les travaux devraient durer cinq mois, pour une mise en œuvre du schéma directeur prévue début 2017. L'ambition affichée est de doubler à terme la production, qui a atteint 6 200 tonnes en 2015.

Budget du Pays : bilan provisoire de l'exécution du budget 2015

Le bilan provisoire de l'exécution du budget 2015 affiche des recettes réelles de fonctionnement en hausse de 5 milliards par rapport à 2014 (107,4 milliards de F CFP), suite à l'augmentation du produit de la fiscalité indirecte et à la reprise de la politique de distribution des dividendes des établissements publics du Pays. Les recettes d'investissement sont en baisse, en raison de la diminution du niveau des emprunts (7,2 milliards de F CFP en 2015, contre 16,7 milliards en 2014). Le résultat de clôture de l'exercice est évalué à 5,8 milliards de F CFP. Redevenue positive en 2015, l'épargne nette s'établit à 7 milliards de F CFP.

Gestion des déchets : l'Assemblée adopte la convention pluriannuelle 2015-2020 signée entre le Pays et l'ADEME

La convention pluriannuelle 2015-2020, signée entre le Pays et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), a été adoptée par l'Assemblée de Polynésie française fin mars. Visant à accompagner la mise en œuvre d'une politique de prévention et de gestion des déchets, elle est financée à parts égales par le Pays et l'ADEME, pour un montant total de 312 millions de F CFP sur cinq ans.

Internet : lancement du câble sous-marin transpacifique Hawaiki

La compagnie *Hawaiki cable* a annoncé le lancement de la construction d'un câble sous-marin reliant l'Australie et la Nouvelle-Zélande aux États-Unis, via Hawaï. La connexion, qui prévoit un débit de 30 térabits par seconde (47 fois supérieur à celui du câble Honotua), pourrait être établie dès mi-2018. Plusieurs collectivités du Pacifique Sud, dont la Polynésie française via les îles Cook, ont la possibilité de s'y raccorder. Cette annonce est faite alors que le Pays envisage d'ouvrir une seconde liaison câblée, afin de sécuriser celle de Honotua.

Hôtellerie : autorisation de rachat de deux hôtels par la société chinoise HNA Tourism

Le Pays a autorisé la société chinoise HNA Tourism (filiale du conglomérat Hainan Airlines Group) à investir en Polynésie par le rachat de l'hôtel Hilton de Moorea, et de l'hôtel Saint-Régis de Bora-Bora, tous deux détenus par le groupe polynésien de l'homme d'affaires Louis Wane. Le groupe Wane reste propriétaire du Hilton de Bora Bora, pour lequel un important investissement de rénovation en défiscalisation a été obtenu l'année dernière. HNA Tourism est par ailleurs signataire avec le Pays d'une lettre d'intention pour un projet d'hôtel à proximité du golf d'Atimaono.

Énergie : projet de centres de stockage de la production d'électricité pour stabiliser le réseau

Le ministère en charge des énergies a inscrit dans le plan de transition énergétique 2015-2030 du Pays un projet de construction de trois centres de stockage et de lissage de la production d'électricité d'ici 2020 à Tahiti, afin de favoriser le développement des sources d'énergie renouvelable, et notamment du photovoltaïque. Le coût total est estimé à près 1 milliard de F CFP.

Marchés publics : projet de réforme réglementaire

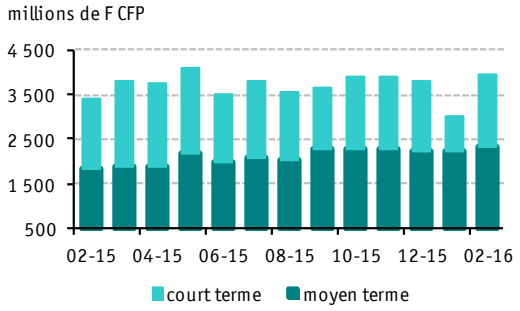
Le Pays a proposé une réforme du code des marchés publics. Le nouveau code proposé accorde la possibilité de scinder les prestations en lots afin d'en faciliter l'accès aux PME et TPE. Il prévoit également que des critères de choix écologiques et sociaux puissent être utilisés lors d'un appel d'offres. Le Conseil économique, social et culturel (CESC) a émis en mars un avis favorable à ce projet. En métropole, le code des marchés publics a été modifié en 2015.

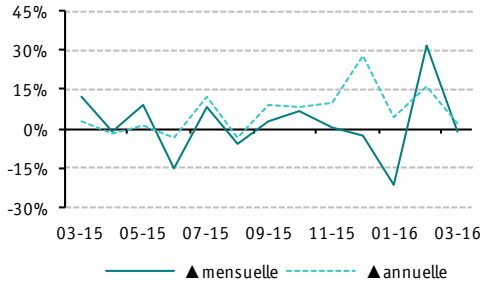
3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse annuelle du refinancement à moyen terme

en millions de F CFP	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 955	1 596	1 613	1,1%	-17,5%
Utilisations à moyen terme	1 834	2 318	2 261	-2,5%	23,3%
Refinancement total	**3 788**	**3 915**	**3 874**	**-1,0%**	**2,3%**

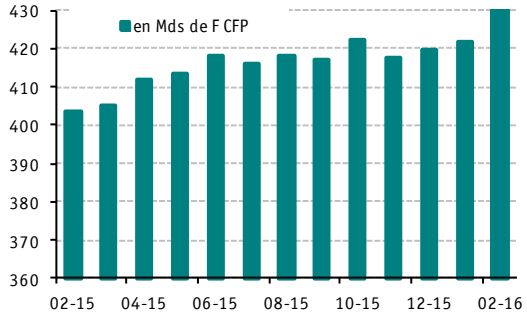


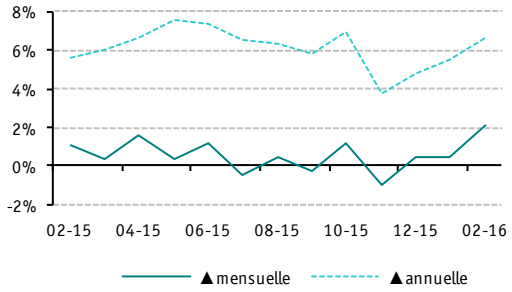


Masse monétaire

Progression de la masse monétaire

en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 879	13 611	13 977	2,7%	8,5%
Dépôts à vue	158 600	174 077	173 807	-0,2%	9,6%
Comptes sur livrets	99 421	100 243	100 920	0,7%	1,5%
Comptes d'épargne logement	385	394	395	0,3%	2,6%
Dépôts à terme	130 963	132 245	140 250	6,1%	7,1%
Autres	1 419	1 039	1 037	-0,2%	-26,9%
Total M3	**403 667**	**421 609**	**430 386**	**2,1%**	**6,6%**

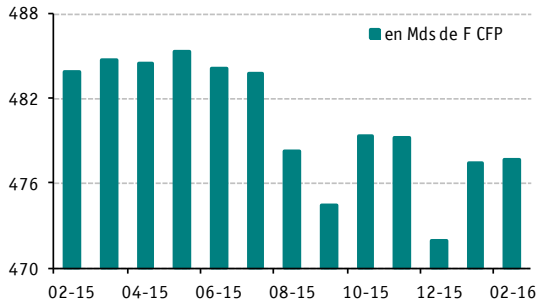


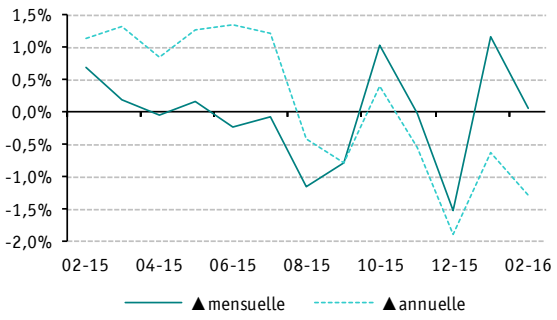


Concours des banques locales à l'économie

Diminution annuelle des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	111 640	106 372	105 522	-0,8%	-5,5%
Crédits d'équipement	77 404	77 620	78 216	0,8%	1,0%
Crédits à l'habitat	169 281	173 225	173 816	0,3%	2,7%
Autres crédits	63 479	62 609	63 105	0,8%	-0,6%
Créances douteuses brutes	62 027	57 599	56 982	-1,1%	-8,1%
Total Concours de Caractère Bancaire	**483 831**	**477 425**	**477 640**	**0,0%**	**-1,3%**





Les indicateurs de référence

		date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		mars-16	108,1	107,1	107,3	0,2%	-0,7%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		févr-16	115,1	116,0	116,0	0,0%	0,8%
Commerce extérieur	*Exportations civiles (en M F CFP)*	févr-16	1 070	670	1 117	66,8%	4,4%
	Importations civiles (en M F CFP)	févr-16	10 363	11 871	12 117	2,1%	16,9%
							(source : ISPF)
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		févr-16	1 756	2 314	2 220	-4,1%	26,4%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)		févr-16	47	311	61	-80,3%	29,0%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		mars-16	65	81	98	21,0%	50,8%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		mars-16	479	481	468	-2,7%	-2,3%
							(sources : ISPF, IEOM)
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		févr-16	1 549	1 851	1 952	5,5%	26,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		févr-16	2 298	2 870	2 848	-0,7%	23,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		mars-16	206	214	240	12,1%	16,5%
Personnes physiques en interdiction bancaire		mars-16	2 767	3 146	3 106	-1,3%	12,3%
							(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		févr-16	592	249	692	178,1%	16,8%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		févr-16	86	61	91	48,5%	5,4%
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		févr-16	35	49	53	9,7%	53,4%
Importations de bois transformé (en M F CFP)		févr-16	115	171	205	20,3%	78,9%
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)		févr-16	19	20	25	27,3%	33,1%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)		févr-16	74	23	56	149,2%	-23,6%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)		févr-16	56	52	56	7,4%	-0,7%
Tourisme							
Nombre de visiteurs		janv-16	18 612	14 882	15 985	7,4%	-14,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		févr-16	55,5%	51,5%	63,1%	11,6 pt	+7,6 pts
							(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers							**(Encours des banques locales en M FCFP)**
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	mars-16	62 216	65 962	66 998	1,6%	7,7%
	Comptes sur livret	mars-16	93 349	93 925	94 597	0,7%	1,3%
	Dépôts à terme	mars-16	70 455	70 999	71 410	0,6%	1,4%
Entreprises							
	Dépôts à vue	mars-16	77 925	86 675	87 995	1,5%	12,9%
	Dépôts à terme	mars-16	53 418	51 217	50 992	-0,4%	-4,5%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	mars-16	68 339	65 003	65 064	0,1%	-4,8%
	Crédits à l'habitat	mars-16	151 049	155 784	155 712	0,0%	3,1%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	mars-16	35 843	32 770	33 432	2,0%	-6,7%
	Crédits d'équipement	mars-16	66 415	68 518	68 454	-0,1%	3,1%
							(source : IEOM)

4 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux
taux de la facilité de dépôt	01/01/2016	-0,10%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%

taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
2,80%

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2016	29/02/2016	Var. M-1
EONIA	-0,3030%	-0,2270%	- 0,076 pt
EURIBOR 1 mois	-0,3340%	-0,2650%	- 0,069 pt
EURIBOR 3 mois	-0,2440%	-0,2050%	- 0,039 pt
EURIBOR 6 mois	-0,1320%	-0,1340%	+ 0,002 pt
EURIBOR 12 mois	-0,0050%	-0,0240%	+ 0,019 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	mars-16	févr.-16	Var. M-1
TMO	0,7600%	0,8500%	- 0,090 pt
TME	0,5600%	0,6500%	- 0,090 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001

	taux	JORF
créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	4,54%	27/12/2015
autres cas	1,01%	

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
date	31/03/2016	29/02/2016	29/01/2016	31/03/2016	29/02/2016	29/01/2016	31/03/2016	29/01/2016	30/12/2015
taux JJ	0,430%	0,410%	0,470%	nd	nd	nd	0,475%	0,520%	0,480%
3 mois	0,790%	0,820%	0,750%	nd	nd	nd	0,800%	0,810%	0,665%
10 ans emprunts phares	1,825%	1,750%	1,938%	-0,058%	-0,060%	0,101%	1,417%	1,594%	1,970%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers	
Prêts à taux fixe	**4,05%**
Prêts à taux variable	**3,55%**
Prêts-relais	**4,25%**
Autres prêts	
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	**20,50%**
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	**13,20%**
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	**7,63%**

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	**7,17%**
Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	**2,92%**
Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	**3,33%**
Découverts en compte	**13,37%**
Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	**2,73%**

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Découverts en compte	**13,37%**

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	104,8149	1 NZD/XPF	72,7145	1 HKD/XPF	13,5171	1 GBP/XPF	150,7666
100 JPY/XPF	93,3008	1 AUD/XPF	80,5914	1 SGD/XPF	77,9742	100 VUV/XPF	97,0681	1 FJD/XPF	50,4916

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN - Éditeur et imprimeur : IEOM
Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 – 98713 Papeete RP
Dépôt légal : avril 2016 - Achevé d'imprimer le 27 avril 2016 - ISSN 1240-3830